

Un retour sur les liens contemporains entre l'Inde et l'ASEAN

Solène Soosaithasan, Université Lille 2, CERAPS

Historiquement, l'Inde a exercé une grande influence culturelle sur l'Asie du Sud, mais aussi du Sud-Est comme en témoignent l'existence passée de nombreux royaumes indianisés dans la région (Khmer, Sailendra, Funan, Sri Kshetra, Sri Vijaya, Majahapit, etc.). Ces royaumes ont prospéré dans toute l'Asie du Sud-Est, de l'actuel Myanmar à l'Indonésie (Java, Bali). Ainsi, les liens étroits de l'Inde avec elle peuvent remonter à une période très ancienne. Sur une longue échelle de temps, aucun autre pays ne l'a autant influencée par sa ou ses religion(s), ses langues, sa culture et sa civilisation. Une multitude de preuves historiques mettent d'ailleurs en évidence l'intensité des relations économiques et culturelles entre l'Inde et ses voisins d'Asie du Sud-Est avant la colonisation occidentale¹. Tandis que ces liens ont été pour beaucoup rompus pendant l'interlude colonial, les luttes pour l'indépendance en Inde et dans la plupart des États de cette région les ont conduits à en renouer de nouveaux dès la première moitié du 20^{ème} siècle. En effet, avant que l'Inde n'obtienne son indépendance en 1947, ses décideurs avaient déjà pressenti l'importance à plus d'un titre de l'Asie du Sud-Est et l'intérêt, aux multiples implications possibles, d'un rapprochement avec elle.

Outre des liens culturels anciens, l'Inde bénéficie d'une proximité géographique très concrète avec l'Asie du Sud-Est, partageant des frontières territoriales et surtout maritimes avec la plupart des États de la région (notamment avec le Myanmar, mais aussi avec la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie). Toutefois, l'Asie du Sud-Est, en tant qu'aire régionale, n'a fait l'objet d'une politique étrangère prioritaire de l'Inde qu'au tournant des années 1990.

En mars 1947, les décideurs nationalistes indiens se sont retrouvés au Congrès des relations asiatiques à New Delhi, en premier lieu pour exprimer leur solidarité avec les luttes naissantes pour l'indépendance dans toute l'Asie du Sud-Est. De même, elle fut renouvelée lors la conférence spéciale qui s'est déroulée en janvier 1949 en Indonésie, au cours de laquelle quinze

· Doctorante en science politique, Université Lille 2 (CERAPS) ; membre du Groupe de recherche « Asie » du réseau Relève stratégique de l'Institut de recherche stratégique de l'École Militaire (IRSEM) ; titulaire du Master 2 Recherche d'Histoire contemporaine des mondes étrangers (histoire de l'Asie), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹ Des fouilles archéologiques l'ont démontré en mettant en exergue des vestiges et des monuments datant de la période de l'expansion indienne.

nations se sont réunies pour apporter leur soutien à la lutte armée de Sukarno contre la colonisation néerlandaise. Et les luttes pour l'indépendance qu'ont connues le Vietnam et l'Indonésie ont contribué à façonner la politique étrangère indienne dès les années 1940, sur la base d'une conception extensive de la solidarité asiatique. Pourtant, l'idée d'un « asianisme »² n'était pas nouvelle en Inde. Dans leur lutte pour l'indépendance, certains nationalistes indiens utilisaient déjà cette notion. Par exemple, Nehru voulait que l'Inde se rapproche de la Chine et d'autres pays asiatiques au nom de valeurs communes, jugées opposées à celles de l'Occident. Cet « asianisme » des décideurs indiens était également teinté d'un nationalisme sévère à l'égard du monde occidental, vu comme prédateur et trop individualiste. Nehru était d'ailleurs entré en contact dès 1927 avec des nationalistes chinois quand il s'était rendu au Congrès des nationalités opprimées à Bruxelles. Puis, sa visite en Chine en 1939 a confirmé ses positions sur un rapprochement souhaitable avec le pays. Il faisait de la Chine l'égale de l'Inde en raison de son histoire trois fois millénaire et de certaines « affinités », tandis que le Japon était mal perçu en raison de son occidentalisation supposée.

Néanmoins, déclinant ses inspirations nationalistes à l'échelle régionale, Nehru faisait régulièrement allusion à la « *Greater India* » (ou « Grande Inde ») par rapport à l'Asie du Sud, mais aussi par rapport à l'Asie du Sud-Est. Si la notion de « *Greater India* » était très populaire dans l'historiographie nationaliste indienne, elle n'était pas sans provoquer certaines craintes parmi les élites des États d'Asie du Sud-Est (Remme, 1995). Par ailleurs, dès mars 1947, l'Inde, qui avait acquis son indépendance même si elle n'était pas encore complètement effective, organisa une conférence sur les relations asiatiques qui réunit 250 délégués de 25 pays, certains encore sous tutelle coloniale. L'Inde s'était alors autoproclamée *leader* de l'Asie en marche vers l'indépendance. Cette revendication s'est confirmée avec la conférence spéciale en Indonésie, organisée en janvier 1949 par New Delhi et qui réunit 15 pays. Du point de vue des décideurs indiens, notamment de Nehru, la conférence de Bandung de 1955 avait ainsi pour but de poursuivre cette politique de *leadership* déjà résolument tournée vers l'Est. Ainsi, la politique indienne de non-alignement a-t-elle eu par exemple un écho considérable en Asie du Sud-Est.

Pourtant, la rivalité entre les États-Unis et l'URSS a commencé à avoir un impact important dans la région. Elle a marqué un tournant décisif quant aux positions et aux perceptions des autres acteurs de la région, marginalisant les idées « asianistes ». Et l'implication ultérieure des États-Unis dans le conflit indochinois a encore davantage renforcé la polarisation de la zone. Par

² « L'asianisme » est une notion qui sous-entend la volonté de constituer une grande Asie. S'agissant de l'époque contemporaine, l'empire nippon l'a incarnée en quelque sorte avec sa politique expansionniste qui avait pour objectif d'étendre son pouvoir et son influence sur un continent asiatique unifié sous sa gouverne (Roy, 2001, 2002).

ailleurs, l'intérêt de l'Inde pour l'Asie du Sud-Est s'est considérablement atténué à la suite de la guerre sino-indienne de 1962, puis avec celles contre le Pakistan en 1965 et 1971. Toutefois, si les décideurs indiens, comme Indira Gandhi et ses successeurs, ont souvent prôné officiellement le non-alignement, ils ont conduit une politique constante d'ajustements en fonction du contexte régional et des circonstances. La guerre avec la Chine ayant rendu quasiment caduque la vision de Nehru à l'égard du « panasianisme », dès lors abandonnée par les dirigeants indiens, le non-alignement de l'Inde par rapport aux blocs constitués autour des États-Unis et de l'URSS était devenu beaucoup moins pertinent. Cette période marqua le début d'une attitude plutôt isolationniste du pays à l'endroit de l'Asie du Sud-Est, renforcée par les deux chocs pétroliers des années 1970 qui ont amené l'Inde à se soucier prioritairement de son approvisionnement énergétique. Indira Gandhi suivit donc par exemple une politique que certains qualifient de beaucoup plus réaliste que son père (Kapur, 2009, p. 186). La perspective distincte de faire face aux menaces simultanées du Pakistan et de la Chine a conduit l'Inde à se rapprocher davantage de l'URSS. De plus, la crédibilité de l'Inde quant à sa position d'État neutre a été sérieusement écornée après la signature du Traité d'amitié avec l'Union soviétique en 1971. Parallèlement, l'Asie du Sud-Est subissait aussi des changements importants, dont la création de l'ASEAN en 1967 par des États anti-communistes avec le soutien des États-Unis, mais sans celui de l'Inde.

Néanmoins, au tournant des années 1980, l'Inde a de nouveau montré un intérêt plus visible pour l'Asie du Sud-Est. En 1979, sur la base d'intérêts stratégiques convergents, elle a par exemple apporté un soutien diplomatique au Vietnam, alors en conflit avec la Chine et le régime cambodgien prochinois de Pol Pot. Puis, au milieu des années 1980, à la faveur de liens diplomatiques resserrés, l'ASEAN ouvrit la porte à un « *dialogue partnership* » avec l'Inde, équivalent à un début de partenariat stratégique. Ces évolutions étaient surtout liées à l'obsession des décideurs indiens envers la menace potentielle représentée par la Chine. De fait, l'image de l'Inde comme un État prosoviétique demeurait présente à l'esprit des États membres de l'ASEAN. Et elle n'a pas réussi à apaiser complètement leurs craintes et leurs incertitudes face à ses ambitions dans la région. Invitée par la Malaisie à une réunion de l'ASEAN en 1980, l'Inde a par exemple eu une attitude assez indifférente, voire hostile, voilant à peine qu'elle percevait cette association comme un cheval de Troie de l'impérialisme occidental dans son voisinage proche, position qui a perduré plus ou moins jusqu'à la fin des années 1980. En effet, alors qu'il s'apprêtait à reconnaître le gouvernement provietnamien installé au Cambodge, le Premier ministre indien Narasimha Rao déclina l'invitation malaisienne de participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN. Cette décision de dernière minute, motivée par les tensions entre le Vietnam et la Chine, constituait un moyen de ne pas offenser l'URSS. Cela a

toutefois provoqué le mécontentement des membres de l'association vis-à-vis de l'Inde. De manière générale, le jeu complexe des alliances diplomatiques des États de l'ASEAN a aussi contribué à empêcher un rapprochement du pays avec l'association. De plus, les possibles intentions hégémoniques de l'Inde ont suscité des interrogations récurrentes en Asie du Sud-Est, notamment à la lumière de l'affirmation de sa puissance dans sa zone d'influence de l'Asie du Sud). L'accord indo-sri lankais du 29 juillet 1987 lui a par exemple permis d'intervenir militairement sur le sol sri lankais. De même, le pays est intervenu aux Maldives en novembre 1988 (opération Cactus). Ainsi, lorsque la marine indienne s'est encore développée, l'idée que l'Inde, l'URSS et le Vietnam pourraient s'entendre pour « encercler » la région sud-est asiatique afin de limiter l'influence chinoise grandissante s'est développée dans certains cercles, renforcée par la présence d'une base navale soviétique dans la baie de Cam Ranh au Vietnam. Les volontés d'influence croissante de l'Inde étaient à ce point considérées comme sérieuses que le désengagement soviétique par rapport au Vietnam ne mis pas clairement fin aux débats sur ses possibles ambitions en Asie du Sud-Est. Cela a alors incité les décideurs indiens à se concerter sur la manière d'apaiser les craintes des membres de l'ASEAN. Le nouveau gouvernement de P.V. Narasimha Rao (21 juin 1991) mis alors en place une nouvelle politique – *Look East Policy* – favorisée par l'ouverture de l'économie indienne et l'effondrement de l'URSS.

Il est important de souligner que la *Look East Policy* indienne, bien qu'initée concrètement par le gouvernement Rao, trouve ses origines dans une histoire beaucoup plus longue et complexe qu'il s'agit impérativement de restituer, et dans laquelle la perception de la menace entre les États de la région a souvent été très présente. Malgré tout, l'Inde ne s'est jamais sentie plus isolée dans la région Asie du Sud/ Asie du Sud-Est depuis son indépendance qu'entre le milieu des années 1980 et le tournant des années 90. Néanmoins, il est important de noter les changements significatifs opérés dès lors par les hauts décideurs indiens pour s'adapter à un environnement politique et économique qui ne cessait d'évoluer. Tout d'abord, des efforts spécifiques ont été amorcés pour tenter de répondre au mieux aux préoccupations des États voisins en Asie du Sud, notamment par le biais de l'accord indo-sri lankais qui visait à ramener la paix dans l'île. Cependant, suite à l'échec de l'intervention militaire indienne sur le territoire sri lankais, et malgré la réussite de l'opération Cactus aux Maldives, les décideurs indiens se sont résolus à ne plus uniquement limiter leur attention à leur sphère d'influence régionale, mais à regarder aussi davantage vers l'Est. La *Look East Policy* avait également pour but de soutenir le développement du pays et d'atteindre éventuellement le niveau économique des dragons asiatiques, au-delà de permettre au pays d'endosser un rôle politique plus conséquent en Asie-Pacifique.

Outre l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est est apparue pour les dirigeants indiens comme la seule région où les conditions économiques, politiques et stratégiques pouvaient permettre à l'Inde de devenir plus rapidement une véritable puissance économique. Dès 1989, l'Inde avait rejoint l'APEC qui réunissait alors douze pays (Australie, Brunei, Indonésie, Japon, Corée, Malaisie, Canada, Nouvelle Zélande, Singapour, Thaïlande, Etats-Unis), avant son ouverture successive à la Chine, à Hong Kong et à Taiwan en 1991, puis au Mexique et à la Papouasie Nouvelle-Guinée en 1993, au Chili en 1994, et enfin au Pérou, à la Russie et au Vietnam en 1998. Une fois la *Look East Policy* formulée en 1991-1992, les liens entre l'Inde et certains membres de l'APEC n'ont dès lors cessé de se renforcer³.

C'est ainsi que l'Inde a tenté de se donner une nouvelle image et d'apparaître comme une puissance « responsable ». Elle a progressivement su convaincre les membres de l'ASEAN qu'elle ne cherchait pas à étendre sa puissance militaire en Asie du Sud-Est, mais qu'elle pouvait contribuer à y garantir la paix et la stabilité. D'ailleurs, ces deux éléments, garantir la paix et la stabilité, sont devenus dans les discours officiels des leitmotivs de la politique étrangère indienne après l'effondrement de l'URSS. Après cet événement, qui a modifié le contexte stratégique, les membres de l'ASEAN sont également devenus plus réceptifs aux initiatives indiennes dans un environnement politique régional davantage incertain. De plus, après la disparition de l'URSS, et l'obstacle qu'elle constituait pour un rapprochement avec l'Inde, le marché indien, qui offrait de nombreux débouchés économiques, est devenu plus attractif pour les membres de l'ASEAN. Enfin, le facteur chinois a également considérablement pesé sur le changement de politique de certains membres de l'ASEAN à l'égard de l'Inde. La fermeture des bases militaires américaines aux Philippines en 1992 et les contentieux maritimes concernant la mer de Chine méridionale ont contribué à un rapprochement de certains avec le géant indien dans un souci d'équilibre pour circonscrire autant que possible les prétentions chinoises perçues comme de plus en plus pressantes. Bien que l'Inde ait officiellement nié l'idée de constituer un contrepois dans la région face la Chine, cela ne l'a pas non plus empêché d'utiliser les craintes des membres de l'ASEAN pour défendre ses intérêts stratégiques dans la région. Et celui lui a permis également de se positionner plus favorablement face à son rival chinois, notamment au regard des inquiétudes que suscitaient les liens étroits entre Pékin et la junte militaire du Myanmar (stratégiquement situé entre l'Inde et la Chine) ou encore le rapprochement sino-pakistanaï. Par ailleurs, dès 1991, puis en 1992, le Japon a noué d'intenses relations diplomatiques avec l'Inde.

³ La *Look East Policy* fut formulée sous l'impulsion de Narasimha Rao, premier ministre indien (21 juin 1991 / 16 mai 1996).

Outre Singapour et la Malaisie, le Japon a constitué l'un des défenseurs les plus actifs pour un dialogue renforcé avec l'ASEAN.

Un examen minutieux de la *Look East Policy* révèle ainsi que l'Inde ne cherchait pas simplement à améliorer ses relations avec l'Asie du Sud-Est. L'après-guerre froide a atténué les craintes des uns et des autres en Asie du Sud-Est, offrant des opportunités économiques réciproques à la faveur de relations bilatérales apaisées. Ensuite, ce rapprochement avec les membres de l'ASEAN permit à l'Inde d'affirmer, puis de renforcer, sa position politique dans la région Asie-Pacifique. Enfin, la *Look East Policy* offrit l'occasion à l'Inde de conforter son développement et de montrer, au-delà de la région asiatique, son potentiel économique pour attirer les investissements étrangers et favoriser des débouchés commerciaux. En un sens, la *Look East Policy* a influencé de manière significative l'ensemble de la politique étrangère indienne. D'une part, l'Inde, qui s'était longtemps méfiée du multilatéralisme régional, s'est rapidement révélée à partir de 1992 comme le défenseur actif de ce type de relations entre États. D'autre part, bien que ni l'Inde ni les membres de l'ASEAN ne veuillent le reconnaître ouvertement, le boom économique de la Chine ainsi que son rôle politique croissant au niveau régional et mondial ont aussi joué un rôle important dans l'évolution de la *Look East Policy* indienne. Ce n'est pourtant vraiment qu'en 1994, lors d'une visite officielle à Singapour, que le premier ministre P.V. Narasimha Rao put déclarer ouvertement : "The Asia Pacific could be the springboard for our leap into the global market place... I am happy to have had this opportunity to enunciate my belief in this vision of a new relationship between India and the Asia Pacific from Singapore, which I consider the geographic and symbolic centre of the Asia Pacific. I trust this vision will be realized... and that the next century will be a century of partnership for us all /.../" (cité par V.V. Bhanoji, 1996, p. 254). Au travers de ce discours, c'est la volonté de l'Inde d'afficher une identité asiatique réifiée qui s'est exprimée sur la scène internationale. Il est cependant important de distinguer trois phases distinctes de cette politique. La première phase est marquée par un très grand enthousiasme et un foisonnement d'activités et d'échanges. La deuxième phase montre que la *Look East Policy* a subi un sérieux frein avec la crise financière de 1997-1998. La troisième phase est caractérisée par un regain d'intérêt réciproque constaté entre l'Inde et les États membres de l'ASEAN depuis le tournant des années 2000.

La stratégie diplomatique qui a été adoptée par l'Inde apparaît double. D'abord, après avoir réalisé que l'ASEAN était une institution centrale autour laquelle il lui fallait construire une relation solide avec ses membres, son objectif principal fut de devenir un partenaire stratégique avec lequel dialoguer. Grâce à des efforts diplomatiques intenses, l'Inde est devenue un partenaire associé de l'ASEAN (*Sectoral Dialogue Partner*) en 1992, élevé ensuite au statut de *Dialogue Partner* en 1995, soulignant les liens croissants développés. Parallèlement, la *Look East Policy* permettait à l'Inde d'avoir des relations bilatérales plus favorables avec les membres de l'ASEAN. C'est notamment le cas de Singapour qui est devenu le principal partenaire de l'Inde. C'est d'ailleurs, Singapour qui a activement soutenu la candidature de l'Inde au statut de *Dialogue Partner*, puis pour l'organisation d'un sommet ASEAN+1.

La possibilité de tourner le dos à la *Look East Policy* aurait pu se présenter avec le changement de gouvernement lors des élections générales de mai 1996, mais le gouvernement de gauche mené par H.D. Dewe Gowda continua la politique de son prédécesseur à l'égard de l'Asie du Sud-Est. I.K. Gujral, premier ministre des Affaires extérieures qui assista à un sommet de l'ASEAN en juillet 1996 (Indonésie) déclara ainsi : "We see the full dialogue partnership with ASEAN as the manifestation of our Look east destiny. This is because we are geographically inseparable, culturally conjoined and now more than ever before, economically and strategically interdependent and complementary /.../. India would work with ASEAN as a full dialogue partner to give real meaning and content to the prophecy and promise of the "Asian century" that is about to draw upon us" (cité par V.V. Bhanoji, 1996, p. 254).

Outre les projets de coopération économique avec l'Asie du Sud-Est, des exercices communs de la marine indienne avec celles de l'Indonésie et de la Malaisie eurent lieu en 1991, puis avec celle de Singapour en 1993. Par ailleurs, Singapour a signé un accord de coopération militaire avec l'Inde qui comportait la mise en place d'exercices avec des sous-marins. L'Inde permit aussi au pays de tester certains missiles en utilisant ses installations (1996). De même, la Malaisie signa un *Memorandum of Understanding* en 1993 avec l'Inde sur le plan de la coopération militaire.

Depuis 2002, des réunions entre l'Inde et l'ASEAN ont lieu chaque année. Elles ont également commémoré très officiellement le 20^{ème} anniversaire de leur partenariat stratégique (« *dialogue partnership* ») et le 10^{ème} anniversaire de leurs réunions au sommet à New Delhi. L'évènement a eu lieu les 20 et 21 décembre 2012 et avait alors pour thème significatif : « Le partenariat entre l'Inde et l'ASEAN pour une paix et une prospérité communes ». Dans le sillage de ce rapprochement, les discours sur les valeurs asiatiques est revenu en force ces dernières années en Inde, confortés par les innombrables collaborations économiques, militaires et autres qu'il a induites.

La *Look East Policy* a surtout permis d'augmenter les échanges économiques entre l'Inde et l'Asie du Sud-Est, un certain nombre de mécanismes institutionnels ayant été mis en place pour les promouvoir. Un fonds ASEAN-Inde a par exemple été créé pour promouvoir le commerce, le tourisme, la science et la technologie et d'autres activités économiques bénéfiques pour chacun des partenaires. Tandis qu'au début des années 1990, il n'y avait que très peu d'investissements des États de l'Asie du Sud-Est en Inde, la Malaisie et Singapour sont apparus comme respectivement les 10^{ème} et 11^{ème} pays investisseurs locaux en 2002. La Thaïlande était le 18^{ème} investisseur, tandis que l'Indonésie et les Philippines se classaient aux 33^{ème} et 35^{ème} positions. Cumulativement, ces cinq pays constituaient alors presque 5 % du total des investissements étrangers enregistrés en Inde. Ce niveau pouvait apparaître modeste, mais il était significatif comparé à celui dérisoire du début des années 1990. Il est ainsi à noter que la croissance du commerce de l'Inde a été plus rapide avec l'Asie du Sud-Est qu'avec n'importe quelle autre région du monde entre 1991 et 1997. Et même pendant la crise financière asiatique de 1997-1998, les exportations de l'ASEAN vers l'Inde ont continué d'augmenter, en dépit d'une chute des importations. Ce rapprochement économique a aussi eu des traductions politiques très concrètes. Par exemple, les tests nucléaires Pokhran II de mai 1998 ont certes un peu affectés les relations entre l'Inde et l'ASEAN, mais la plupart des membres de l'association lui ont néanmoins témoigné un relatif soutien. Alors que certains pays étaient favorables à la mise en place de sanctions politiques et économiques envers l'Inde (Japon, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), Singapour, le Vietnam, la Malaisie et l'Indonésie ont exprimé des positions plus conciliantes.

Pour faire profiter du miracle économique asiatique, l'Inde a aussi fait son maximum pour contenter ses partenaires de l'Asie du Sud-Est. Lors de la rencontre des ministres de l'Économie de l'ASEAN à Brunei en septembre 2002, le ministre indien de l'Industrie et du Commerce a exprimé le souhait d'établir avec l'ASEAN un accord de commerce régional et d'investissement (*regional trade and investment agreement*) ou une aire de libre-échange (*free trade area*). Cela venait en écho pour concurrencer la Chine qui avait pris de l'avance sur ce terrain, puisqu'elle avait entamé des négociations en vue de la signature d'un futur accord de création d'une aire de libre-échange avec l'ASEAN (mis en place en 2010).

Une autre dimension intéressante de la *Look East Policy* indienne consiste également dans son intérêt pour le multilatéralisme régional. Même si l'Inde était membre du Commonwealth, de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC) et de l'Association de l'océan Indien pour la coopération régionale (IOC-ARC), les décideurs indiens se méfiaient constamment des possibles enjeux et conséquences politiques et de sécurité de l'adhésion à ces forums. Cependant, signe d'un changement de position, l'Inde a fait pression pour être associé dès 1993

au forum régional de l'ASEAN (ARF), ce qui fut concrétisé en 1996. Par ailleurs, l'Inde a été partie prenante de plusieurs initiatives multilatérales impliquant la collaboration des États d'Asie du Sud Est. On peut citer la création de partenariats formels comme la BIMSTEC (coopération économique entre l'Inde, le Bangladesh, le Myanmar, le Sri Lanka et la Thaïlande) en 1997 ou celui associant l'Inde, le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam en 2000 (Ganga-Mékong Swarnabhumi). Ces initiatives sont censées faciliter davantage la coopération économique et culturelle, mais n'exclue pas un volet sécuritaire même s'il n'est pas mentionné explicitement.

À cet égard, dans la *Look East policy* actuelle, les questions de sécurité semblent de plus en plus primer. L'Inde possède la marine la plus développée et sophistiquée de l'océan Indien et son renforcement dans les îles Andaman montre combien le pays « regarde toujours plus vers l'Est ». Pour cela, l'Inde peut utiliser son image plus « lisse » que celle de la Chine en Asie du Sud-Est, en raison de leur histoire contemporaine commune. En effet, elle est perçue comme une puissance moins menaçante que la Chine dans la mesure où elle n'est jamais intervenue directement militairement dans la région. L'Inde n'a pas non plus de contentieux militaire ou de frontières avec ses voisins du sud-est asiatique.

En fait, l'Inde est vue par plusieurs pays de la zone comme pouvant jouer un contrepoids efficace pour contrer les tentations hégémonique de la puissance chinoise (ou dans une moindre mesure celle États-Unis). Malgré le boom économique de la Chine, sa position de géant économique lui permet d'être un débouché alternatif pour diversifier les marchés de ses partenaires asiatiques. Pour éviter une trop grande dépendance vis-à-vis de la Chine, Singapour, et depuis la Malaisie, ont notamment montré la voie aux autres membres de l'ASEAN en soutenant activement l'Inde dans les relations qu'elle peut avoir avec eux.

La région Asie-Pacifique est marquée par des litiges maritimes, des changements de positions stratégiques et militaires, ainsi que des rivalités de pouvoir, entre des pays partenaires, mais non moins concurrents, sur le plan économique. Cette conflictualité importante peut donc avoir une influence sur les divers équilibres de la région. Et de ce point de vue, l'Inde, qui a désormais des intérêts politiques, économiques et commerciaux importants en Asie du Sud-Est, peut défendre et conforter sa place régionale en assurant un rôle de facteur de paix et la stabilité. Pour le moment, la politique indienne consiste essentiellement à encourager les pays de la région à dialoguer afin de pouvoir faire face aux défis sécuritaires conventionnels et non conventionnels. Pour l'Inde, un des enjeux est la garantie, essentielle pour son économie, que les voies de navigation, de commerce et de communication restent ouvertes, sûres et libres.

Si la Chine a su tirer profit des tensions entre l'Inde et ses plus proches voisins en Asie du Sud, l'Inde est parvenue à capitaliser sur le sentiment « antichinois » en Indochine (Vietnam, Cambodge) et sur les préventions d'autres à l'endroit de sa politique hégémonique. Dans cette stratégie de l'équilibre, les tensions actuelles entre la Chine et l'Inde ne marquent pas une rupture fondamentale dans l'histoire des pays. Les décideurs politiques et les stratèges des deux pays se sont en effet plus ou moins accommodés du danger potentiel représenté par leurs rivaux, au-delà de brèves démonstrations de force de temps à autre, tout en tentant de préserver leurs puissances respectives par l'art de la négociation.

Bibliographie

KAPUR H., *Foreign Policies of India's Prime Ministers*, New Delhi: Lancer International, 2009.

STARRS R., *Asian Nationalism in an Age of Globalization*, London: Routledge, 2001.

STARRS R., *Nations under Siege: Globalization and Nationalism in Asia*, New York: Palgrave Macmillan, 2002.

REMME T., *Britain and Regional Cooperation in South East Asia, 1945-1949*, London: Routledge, 1995.

V.V. BHANOJI R., "India and Southeast : New Partnership", in PRAKASH S. (ed.), *India and ASEAN*, New Delhi: Gyan Publishing House, 1996.